

> Propositions pour une feuille de route vers un système financier durable en Suisse

*Une collaboration d'experts du secteur financier, du secteur académique,
des organisations non gouvernementales et des autorités fédérales*

Une invitation au débat et à l'action

Version abrégée



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral de l'environnement OFEV

Editeur

OFEV, groupe d'experts suisse

Auteurs – Le groupe d'experts suisse (par ordre alphabétique)

Administration fédérale des finances (AFF) : Sandra Daguët
Association suisse des banquiers : Martin Hess, Marc Alesch
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) : Stefan Gross
Banque cantonale de Zurich : Daniel Meyer, Marion Swoboda
Crédit Suisse : Bruno Bischoff
Ecos : Daniel Wiener
Ethos : Dominique Biedermann, Vincent Kaufmann
Globalance Bank : Reto Ringger, Peter Zollinger
Groupe SIX : Claudia Holfert
Inrate : Christoph Müller
Office fédéral de l'environnement (OFEV) : Sibyl Anwander, Loa Buchli
Office fédéral des assurances sociales (OFAS) : Joseph Steiger
PUBLICA : Dieter Stohler, Patrick Uelfeti
PwC : Stephan Hirschi
RobecoSAM : Michael Baldinger
Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI) :
Stephanie Lorenz
Swiss Re : David Bresch, Andreas Spiegel
Swiss Sustainable Finance : Sabine Döbeli
UBS : Christian Leitz, Yann Kermode
Université de Genève, Institut de recherche en finance (GFRI) :
Rajna Gibson, Philipp Krüger
Université de Zurich, Institut banque et finance : Marc Chesney
WWF : Katharina Serafimova
Zurich Insurance Group : Manuel Lewin, Johanna Köb

Un remerciement tout spécial au

Secrétariat d'Etat à l'économie :
Liliana de Sá Kirchknopf, Christian Brändli

Comité de rédaction

Bruno Bischoff (Crédit Suisse), Sabine Döbeli (Swiss Sustainable Finance),
Philipp Krüger (Université de Genève), Christoph Müller (Inrate), Romina Schwarz
(OFEV) et Regina Schwegler (OFEV)
Accompagnés par Sandra Daguët (AFF), Stephanie Lorenz (SFI), Laura Platchkov
(OFEV), Philipp Röser (OFEV) et Michel Tschirren (OFEV)

Gestion du projet

Office fédéral de l'environnement (OFEV) : Sibyl Anwander, Loa Buchli

Citation suggérée

OFEV 2016 : Propositions pour une feuille de route vers un
système financier durable en Suisse

Graphisme, mise en page

Anamorph Graphic Design, Marcel Schneeberger

Crédits photographiques

Couverture : Zurich. © DDPS

Téléchargement au format PDF

www.bafu.admin.ch/ud-1097-f
Il n'existe pas de version imprimée

© OFEV 2016

Avertissement

La présente publication est basée sur les contributions des membres du groupe d'experts suisse. Les propositions n'impliquent pas nécessairement une position acceptée par l'ensemble des membres du groupe ni leur adoption par les entreprises, instituts ou organismes impliqués.

> Avant-propos de l'OFEV

En 2014, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a initié un dialogue avec le secteur financier, des instituts universitaires, des organisations non gouvernementales et les autorités fédérales concernant la durabilité dans le domaine de la finance. Ce dialogue a été lancé afin de contribuer à l'enquête sur la conception d'un système financier durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'enquête visait à définir le rôle joué par le secteur financier en vue de répondre aux besoins de l'économie réelle dans sa transition vers une économie verte et inclusive. Par sa contribution au rapport mondial intitulé «Le système financier dont nous avons besoin» (2015), la Suisse a joué un rôle important et très apprécié au plan international.

Au plan national, l'initiative et l'engagement de l'OFEV menés en collaboration avec d'autres entités fédérales, notamment le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), ont également été accueillis très favorablement par le secteur financier. De par l'importance croissante de la durabilité, l'OFEV est devenu un facilitateur précieux dans le cadre des discussions portant sur la manière d'intégrer les facteurs environnementaux dans les activités bancaires, dans la gestion d'actifs et de fortune et dans le secteur des assurances. Le Conseil fédéral a par ailleurs souligné en février 2016 l'importance d'une prise en compte de la durabilité environnementale dans la politique des marchés financiers.

A l'échelle mondiale, des résultats majeurs ont été obtenus : l'Agenda 2030, avec en son cœur, le consensus international sur les objectifs de développement durable (ODD), le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement durable, et l'Accord de Paris, accord historique et universel dans le cadre duquel la communauté internationale a décidé, entre autres, de rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques. L'impact potentiel des changements climatiques et des aspects environnementaux sur la stabilité du système financier fait à présent l'objet de discussions au sein d'instances financières internationales telles que le G20. Pour la première fois dans l'histoire, la durabilité environnementale est devenue une priorité pour la finance internationale. Ces signaux forts et historiques ouvrent la voie à l'action de la communauté internationale. Il est impératif d'agir maintenant, car la croissance économique future dépend du capital naturel et du bon fonctionnement des services écosystémiques.

Ce rapport est le résultat tangible de l'effort commun d'experts du secteur financier, du monde académique, des organisations non gouvernementales et des autorités fédérales. Il a pour but de proposer des mesures concrètes afin de rendre le système financier suisse plus durable et d'en faire un système financier qui soutient la transition vers une économie verte et inclusive.

Bien qu'une discussion sur ces mesures prometteuses soit nécessaire, celle-ci n'est pas suffisante pour saisir la fenêtre d'opportunités qui s'ouvre à nous aujourd'hui. Il faut aussi agir dès maintenant. Avec son excellent bilan sur le plan environnemental ainsi que sa place financière forte et de portée internationale, la Suisse a un rôle clé à jouer et dispose d'une chance pour saisir les nombreuses opportunités commerciales offertes par la transition vers une économie inclusive et efficace dans l'utilisation des ressources.

J'aimerais adresser mes sincères remerciements aux membres du groupe d'experts suisse qui ont permis la réalisation de cette publication. Souhaitons qu'elle puisse inspirer des collaborations futures et surtout, qu'elle incite à l'action !

Karine Siegwart,
sous-directrice de l'Office fédéral de l'environnement

> Avant-propos de Swiss Sustainable Finance

La plateforme et association Swiss Sustainable Finance a été lancée en juillet 2014 avec l'ambition de faire de la Suisse le premier centre de finance durable. Peu après, l'Office fédéral de l'environnement a initié un débat national sur le financement durable en constituant un groupe d'experts suisse (Swiss Team) chargé de répondre à l'enquête du PNUE. Dans sa réponse présentée en mai 2015 à l'occasion du symposium «Swiss Finance in a changing world» (Système financier suisse dans un monde en mutation), le groupe d'experts suisse a formulé des recommandations dans trois domaines :

- > actions publiques et conditions-cadre ;
- > action privée, auto-régulation et incitations ;
- > valorisation des coûts réels.

Aujourd'hui, un an plus tard, le groupe d'experts suisse présente des propositions concrètes pour une feuille de route en vue d'un système financier durable en Suisse. Swiss Sustainable Finance est fier de regrouper des membres qui jouent un rôle de premier plan dans la création de solutions financières innovantes pour un monde durable. Son récent rapport intitulé «Swiss Investments for a Better World» (Les investissements suisses pour un monde meilleur) présente des exemples marquants de produits qui aident à financer les objectifs internationaux de développement durable (ODD) tout en offrant des rendements financiers. Des mesures supplémentaires s'avèrent néanmoins nécessaires afin de mieux ancrer les principes de durabilité dans les activités de la place financière suisse.

Par ailleurs, un large éventail d'initiatives dans le domaine de la finance durable ont été menées récemment : en plus de l'enquête du PNUE, une quantité impressionnante de programmes portant sur les défis existants dans le système financier mondial ont été lancés. Le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board) a créé un groupe de travail (Task Force) mené par le secteur privé et chargé de développer des propositions cohérentes de divulgations d'informations financières liées au climat sur une base volontaire. La Chine a mis sur pied un groupe de travail «Green Finance» durant sa présidence du G20 et de nombreux pays (notamment la France et le Brésil) ont adapté leurs cadres nationaux afin de mieux appliquer les principes de durabilité à leurs systèmes financiers.

En Suisse, la discussion entre les membres du groupe d'experts suisse, dont la plupart sont également membres de Swiss Sustainable Finance, a abouti à une large palette de propositions d'action s'adressant à différents acteurs de la place financière suisse. Certaines mesures proposées, telles

qu'une transparence accrue en ce qui concerne le niveau de durabilité des portefeuilles, sont déjà mises en œuvre dans des entreprises suisses innovantes. Une généralisation de cette approche permettrait d'orienter davantage les capitaux vers des sociétés plus durables. D'autres mesures, telles que la formation systématique en finance durable dans le cadre de la formation professionnelle et de la formation continue, exigent la coopération de différents acteurs, notamment des associations professionnelles, du secteur privé et des structures de formation nationales ou cantonales. Swiss Sustainable Finance utilisera son vaste réseau afin de favoriser la mise en œuvre des différentes mesures.

De par son rôle en tant que centre mondial de la gestion de fortune, la Suisse peut contribuer à accroître la durabilité des systèmes financiers à travers le monde. Nous sommes convaincus que la mise en œuvre des actions décrites dans le rapport favorise non seulement la transition vers un monde plus durable, mais offre également des avantages financiers, qui se traduisent par une réduction des risques, de nouvelles possibilités d'investissement ou de nouvelles perspectives commerciales. Il est temps que les différents acteurs saisissent ces opportunités.

Jean-Daniel Gerber,
Président de Swiss Sustainable Finance

> Résumé

Susciter le débat sur un système financier durable

Dans ce rapport, un groupe d'experts du secteur financier, des ONG, des milieux universitaires et des autorités fédérales suisses identifie les mesures concrètes les plus importantes permettant de créer un système financier (plus) durable en Suisse. Les experts sont d'avis que le moment est particulièrement opportun pour discuter et prendre des mesures en allant au-delà des pratiques existantes.

Agir maintenant

Actuellement, nos modes de production et de consommation dépassent de loin les limites planétaires. Pour créer les conditions d'une croissance robuste, l'économie réelle doit se transformer en une économie verte et inclusive, et le secteur financier doit permettre et accélérer cette transition. Le maintien du statu quo aura pour effet d'accroître les enjeux et les coûts pour notre société.

Financer l'avenir

Le financement d'une économie durable requiert un système financier qui permette de financer la transition vers la durabilité en s'abstenant de financer des activités nuisibles. À titre d'exemples de domaines d'investissements en vue d'une économie durable, on peut notamment citer les énergies propres, les infrastructures économes en ressources et la préservation de la nature. Des investissements se montant à des milliers de milliards de dollars sont nécessaires : le seul financement des objectifs de développement durable (ODD) nécessitera cinq à sept milliers de milliards de dollars par an sur les quinze prochaines années. Il est évident que les moyens publics ne suffiront pas et que des flux financiers privés devront contribuer de manière substantielle au financement de l'avenir dont nous avons besoin (CNUCED 2014).

Tirer parti de la dynamique mondiale

La nécessité d'agir et les opportunités qui en découlent ont fortement dynamisé les systèmes financiers à l'échelle mondiale, et ce en Suisse également (PNUE 2015). Des initiatives telles que l'Accord de Paris de 2015 (CCNUCC 2015) ont défini des

conditions-cadre importantes et envoyé des signaux forts à l'économie réelle et aux systèmes financiers.

Saisir les nouvelles opportunités commerciales

Un système financier est considéré comme étant durable s'il permet et accélère financièrement la transition de l'économie et de la société vers un développement durable. De nombreux systèmes financiers à travers le monde profitent déjà des opportunités commerciales liées à la dynamique actuelle vers plus de durabilité et tirent parti des initiatives collaboratives et du rôle de soutien de l'État. Le système financier de la Suisse, précurseur et doté d'une expertise technique dans le domaine de la finance durable, peut jouer un rôle majeur afin d'exploiter ces opportunités.

Parvenir à la durabilité en intégrant les facteurs ESG

Pour accroître la durabilité et exploiter les opportunités commerciales qui en découlent, les acteurs du secteur financier doivent systématiquement intégrer les facteurs de durabilité lors des décisions de financement et d'investissement. Figurent parmi les facteurs de durabilité importants – dits facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) – notamment les changements climatiques, l'utilisation de l'eau, le travail des enfants et l'efficacité des structures de gestion afin de garantir une bonne gouvernance d'entreprise.

Viser un impact positif

L'intégration des facteurs ESG peut servir différentes stratégies de durabilité. Saisir les opportunités ESG et gérer les risques ESG afin d'accroître la valeur pour les actionnaires a un impact positif sur la durabilité, mais élémentaire. L'intégration des facteurs ESG peut toutefois aussi servir à la gestion de la triple performance (triple bottom line), c'est-à-dire à créer de la valeur environnementale et sociale parallèlement à la valeur actionnariale, améliorant ainsi davantage l'impact sur la durabilité. Celui-ci peut toutefois encore être augmenté de manière significative par une approche plus poussée, en intégrant les facteurs ESG pour générer un véritable impact positif en faveur d'une économie verte et inclusive. Les plus grands défis de notre temps deviennent alors des opportunités commerciales.

Actionner les leviers décisifs

Les mesures identifiées dans le rapport visent à orienter le système financier suisse vers plus de durabilité en actionnant sept leviers. Certains ont pour but de renforcer et faire mûrir les marchés des investissements et des financements durables afin de généraliser l'intégration des facteurs ESG : recherche et développement, sensibilisation et formation, normes, évaluation et transparence. D'autres leviers s'appuient sur les capacités existantes des marchés : ils sont axés sur l'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement et de financement et visent à répondre aux préférences des clients en matière d'ESG.



Recherche et développement en ESG

Les mesures prises dans le domaine de la recherche et du développement en matière d'ESG améliorent les outils pour agir.



Formation et sensibilisation à l'ESG

Les mesures prises dans le domaine de la formation et de la sensibilisation en matière d'ESG renforcent la capacité d'offre et de demande.



Normes ESG

Les mesures relatives aux normes ESG instaurent la confiance et facilitent les premiers pas.



Évaluation ESG

Les mesures en matière d'évaluation ESG permettent de clarifier les décisions de financement et d'investissement.



Transparence ESG

Les mesures en matière de transparence ESG créent des incitations destinées à améliorer l'impact sur le développement durable et suscitent le débat.



Intégration ESG

Les mesures d'intégration des facteurs ESG créent de manière proactive des solutions gagnant-gagnant.



Préférences ESG

Les mesures en matière de préférences ESG permettent de mieux connaître et de mieux servir la clientèle.

Vingt mesures pour aller de l'avant

Les mesures ciblant ces leviers sont concrétisées pour cinq domaines clés : quatre secteurs principaux du système financier – la gestion d'actifs et de fortune, les investisseurs institutionnels, les activités de crédit et les marchés des capitaux – ainsi que la recherche et la formation. Ces domaines sont particulièrement importants pour assurer la transformation du système financier de par les volumes de flux financiers gérés ou touchés et/ou de par leur impact en termes de champs d'action et de retombées positives sur l'ensemble du système financier et économique. Le tableau ci-après présente une vue d'ensemble des mesures proposées, en précisant quels sont les parties prenantes et les leviers ciblés.

Mesures proposées	Parties prenantes	Leviers ciblés
Gestion d'actifs et de fortune		
Former et sensibiliser les gestionnaires de portefeuille et les chargés de clientèle	Universités, écoles professionnelles, formation à l'interne, cabinets de conseil et agences de notation de durabilité, avec le soutien des associations professionnelles et de l'État p. ex.; public cible : gestionnaires de portefeuille et conseillers à la clientèle	 
Assurer la transparence sur l'impact, les risques et les opportunités ESG que présentent les produits financiers pour les investisseurs	Sociétés de gestion d'actifs et de fortune et sociétés qui cherchent des capitaux, avec notamment le soutien d'associations professionnelles telles que Swiss Sustainable Finance (SSF); public cible : clients et autres parties prenantes	 
Mener à bien la recherche empirique sur les effets financiers des facteurs ESG; développer des méthodes et des indicateurs clés de performance (ICP); définir des normes d'évaluation; examiner les éventuels obstacles réglementaires	Universités et autres instituts de recherche, avec notamment le soutien des associations professionnelles et de la gestion d'actifs et de fortune; public cible : gestionnaires de portefeuille et conseillers à la clientèle	 
Évaluer et intégrer systématiquement les facteurs ESG dans les processus d'investissement	Gestionnaires d'actifs et de fortune, avec le soutien des prestataires de service de recherche sell-side ESG et des associations professionnelles	 

Mesures proposées	Parties prenantes	Leviers ciblés
Investisseurs institutionnels		
Développer et fixer des standards relatives aux aspects clés de durabilité dans les investissements durables ; mener à bien la recherche empirique sur les effets financiers des facteurs ESG ; développer des méthodes et des indicateurs clés de performance (ICP)	Universités et autres instituts de recherche, agences de notation et cabinets de conseil, conjointement avec les investisseurs institutionnels, avec le soutien des associations professionnelles ; public cible : investisseurs institutionnels	 
Former et sensibiliser les investisseurs institutionnels et les bénéficiaires	Services de formation interne, universités, écoles spécialisées, cabinets de conseil et agences de notation de durabilité, avec le soutien des associations professionnelles et éventuellement de l'État ; public cible : investisseurs institutionnels (en particulier les conseils de fondation ou d'administration et les membres des comités d'investissement, les gestionnaires d'actifs et les conseillers à la clientèle) et bénéficiaires	 
Assurer la transparence en matière de politiques d'investissement, d'objectifs ESG et d'impact ESG des portefeuilles ; établir des normes de transparence concernant l'impact ESG des portefeuilles	Politiques et objectifs : membres des conseils d'administration, avec le soutien d'experts ESG internes, des directeurs de produits, de consultants externes ; évaluations : gestionnaires d'actifs, analystes financiers et ESG internes, cabinets d'audit, éventuellement avec le soutien de prestataires externes (cabinets de conseil ou agences de notation de durabilité), ONG, organisations de protection des consommateurs ; public cible : bénéficiaires et autres parties prenantes	  
Intégrer l'impact ESG dans les politiques et les objectifs de gestion des actifs, évaluer et satisfaire systématiquement les préférences ESG des bénéficiaires	Politiques et objectifs : membres des conseils d'administration (en particulier des conseils de fondation), avec le soutien des experts ESG internes, des directeurs de produits, de consultants externes ; intégration ESG : gestionnaires d'actifs ; public cible : conseillers à la clientèle, avec le soutien d'experts ESG internes, éventuellement de prestataires de services externes	 
Activités de crédits		
Sensibiliser les banques aux instruments de financement mixte	Associations professionnelles du secteur de la finance et / ou organismes gouvernementaux	
Évaluer systématiquement les facteurs ESG et les intégrer dans les procédures de gestion du risque des banques	Spécialistes responsables de la gestion des risques ESG et gestionnaires de risques chez les instituts de crédit	 
Évaluer et intégrer systématiquement les facteurs ESG dans les notations de crédits des banques et des agences de notation	Agences de notation de crédits et banques, et plus particulièrement les développeurs de modèles de notation interne dans les banques ; éventuellement avec le soutien d'agences spécialisées dans la notation de durabilité	 
Mener des recherches sur l'intégration des facteurs ESG dans les notations de crédits	Universités, autres instituts de recherche, agences de notation et cabinets de conseil, en collaboration avec les instituts de crédit ; public cible : instituts de crédit	
Marchés des capitaux		
Développer davantage les méthodes d'évaluation ESG, évaluer systématiquement les facteurs ESG et les intégrer dans la notation des titres	Agences de notation, banques et autres acteurs financiers, éventuellement avec le soutien d'agences de notation de durabilité spécialisées	  
Assurer la transparence en intégrant les critères ESG et l'information financière dans les normes relatives à l'établissement des rapports / (comptables)	Organismes d'établissement des normes, associations professionnelles, entreprises (en général, via l'échange d'expériences avec les paires) ; public cible : gestionnaires de placement, avec le soutien d'initiatives de l'industrie, éventuellement d'entreprises du domaine FinTech	 
Évaluer systématiquement les facteurs ESG lors d'analyses d'investissements ; intégrer systématiquement les facteurs ESG dans les recommandations d'investissement publiées	Courtiers, agences de recherche, banques d'investissement qui fournissent des notations concernant l'achat, la vente ou la conservation, avec le soutien d'agences de notation	 

Mesures proposées	Parties prenantes	Leviers ciblés
Recherche et éducation		
Renforcer la recherche académique sur la finance durable en améliorant le financement des doctorats dans ce domaine	Universités, éventuellement financées par des instituts financiers et par l'État; public cible: doctorants	
Renforcer la recherche académique sur la finance durable en augmentant la visibilité et en récompensant la recherche dans ce domaine	Universités, avec le soutien de l'Etat et des instituts financiers; public cible: chercheurs	
Renforcer la formation universitaire sur la finance durable en créant de nouveaux programmes de master interdisciplinaires/communs avec une dimension de « durabilité »	Universités, avec le soutien de l'État, et en particulier des cantons; public cible: étudiants se spécialisant en finance durable	
Renforcer la formation universitaire sur la finance durable en introduisant des crédits ECTS sur la durabilité dans les programmes universitaires	Universités; public cible: étudiants en économie, en gestion et en finance	
Renforcer la formation professionnelle en finance durable en intégrant la durabilité dans les programmes de formation des employés de commerce	Écoles proposant une formation d'employé de commerce, Confédération suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, Confédération et associations professionnelles; public cible: (futurs) employés de commerce	 

Des paroles aux actes

Les mesures identifiées reflètent les avis des experts, qui se fondent dans une large mesure sur les meilleures pratiques existantes. Elles s'adressent aux acteurs financiers et scientifiques, à d'autres acteurs de l'économie réelle, à la société civile, au grand public et à l'État. Le rapport vise, d'une part, à susciter un débat avec ces groupes sur la meilleure manière de définir et d'appliquer ces mesures et d'autre part, à encourager leur mise en œuvre. La discussion devrait porter sur l'avenir du système financier suisse et la manière dont il doit évoluer pour devenir plus durable. Les mesures identifiées s'entendent comme une base de discussion; elles devront être concrétisées plus en avant et complétées par des approches qui restent à développer.

La Suisse, avec son secteur financier de pointe, ses pionniers et son savoir-faire technique dans le domaine de la finance durable, occupe une position privilégiée pour accélérer la transition vers un système financier plus durable. Il s'agit d'ouvrir ainsi la voie vers un avenir offrant des possibilités nouvelles et dont les enjeux sont considérables. La discussion sur la voie à suivre a déjà commencé, du moins au sein du groupe d'experts suisse, dans le cadre de l'élaboration de ces propositions pour une feuille de route. Cette démarche doit être poursuivie mais, plus important encore, entraîner des actions concrètes. Des approches collaboratives sont nécessaires, de même qu'une implication de tous les acteurs importants, afin de diffuser ces idées dans tout le système financier suisse. La compétitivité sera ainsi renforcée, ce qui profitera à l'ensemble de la société.